

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/AG/W/3**

22 mars 1995

(95-0611)

---

**Comité de l'agriculture**

## ORGANISATION DES TRAVAUX ET PROCEDURES

### Note du Secrétariat

Le texte ci-joint, établi par le Secrétariat à la suite des consultations informelles prévues au paragraphe 2 du document PC/IPL/12, est distribué à la demande du Président afin qu'il soit examiné au titre du point 2B de l'ordre du jour proposé pour la réunion que le Comité de l'agriculture tiendra les 27 et 28 mars 1995 (voir WTO/AIR/37).

## PROJET

### **Organisation des travaux et procédures**

#### **Généralités**

1. Conformément à son mandat (WT/L/43), le Comité supervisera la mise en oeuvre de l'Accord sur l'agriculture ("l'Accord"). Le Comité donnera aux membres la possibilité de procéder à des consultations sur toute question concernant la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord.
2. En attendant que le Comité prenne une décision au sujet d'un règlement intérieur formel fondé sur celui qui a été adopté par le Conseil général (WT/L/28) et sous réserve de ces dispositions, le Comité s'inspirera des procédures et pratiques habituelles du GATT de 1947, selon qu'il sera approprié.

#### **Réunions du Comité**

3. Le Comité se réunira à intervalles réguliers pour examiner l'état d'avancement de la mise en oeuvre du programme de réforme issu du Cycle d'Uruguay, conformément à l'article 18, paragraphes 1 et 2, de l'Accord (le "processus d'examen") et, d'une façon générale, pour s'acquitter des autres tâches prévues dans l'Accord ou qu'il pourrait devoir accomplir.
4. L'ordre du jour des réunions ordinaires et les travaux du Comité eux-mêmes s'articuleront en deux parties: la première partie comprendra les points relatifs au processus d'examen; la deuxième partie comprendra les points relatifs aux autres questions relevant de la compétence du Comité ainsi qu'aux rapports que le Comité devra présenter à d'autres organes de l'OMC.
5. L'avis annonçant une réunion ordinaire du Comité et le projet d'ordre du jour paraîtront au moins dix jours avant la date de la réunion. Tout membre aura la faculté de demander par écrit au Secrétariat l'inscription de questions dans la première ou la deuxième partie de l'ordre du jour proposé, jusqu'au jour, non compris, où l'avis annonçant la réunion devra paraître.
6. En principe, les réunions ordinaires du Comité auront lieu en mars, septembre et novembre. A chaque réunion ordinaire, les dates de la réunion suivante seront fixées provisoirement. Des réunions ordinaires supplémentaires du Comité pourront être programmées selon qu'il sera approprié.
7. A la demande d'un membre et lorsqu'il s'agira d'une question particulièrement importante ou urgente, le Président pourra convoquer une réunion extraordinaire du Comité, à moins qu'il ne soit considéré qu'il serait plus approprié de recourir à d'autres procédures.

#### **Première partie des réunions ordinaires du Comité - Le processus d'examen**

8. En général, le processus d'examen relevant de la première partie d'une réunion ordinaire du Comité sera mené sur la base des notifications qui auront été distribuées aux membres avant l'avis annonçant la réunion et dont la liste figurera dans cet avis.
9. Un membre qui se propose de soulever une question intéressant une notification particulière au cours d'une réunion ordinaire fera part de son intention au membre auteur de la notification concerné ainsi qu'au Secrétariat, en indiquant les points spécifiques qu'il se propose de soulever, aussi longtemps que possible avant la réunion mais au plus tard un jour avec celui où l'avis annonçant la réunion devra paraître. Cette procédure a pour objet de permettre au membre auteur de la notification de donner des réponses adéquates sur ces points au cours du processus d'examen.

10. Les notifications distribuées ou mises à la disposition des membres après la date de parution de l'avis annonçant la réunion seront examinées au titre d'un point distinct de la première partie de l'ordre du jour. En fonction des renseignements fournis à cette réunion par le membre auteur de la notification concerné, le Président pourra décider d'inscrire ces notifications à l'ordre du jour de la réunion suivante du Comité.

11. Un membre qui se propose de soulever une question se rapportant à une notification examinée à une réunion précédente du Comité, ou de revenir sur une telle question, fera part de son intention au membre auteur de la notification concerné ainsi qu'au Secrétariat, en indiquant les points spécifiques qu'il se propose de soulever ou sur lesquels il se propose de revenir, aussi longtemps que possible avant la réunion appropriée mais au plus tard un jour avant celui où l'avis annonçant cette réunion devra paraître.

12. Les contre-notifications visées à l'article 18, paragraphe 7, de l'Accord sur l'agriculture seront examinées le plus tôt possible par le Comité.

13. Un membre qui soulève une question intéressant la mise en oeuvre des engagements au titre de l'article 18, paragraphe 6, pourra demander au membre auquel s'adresse ladite question, par l'intermédiaire du Président du Comité, de fournir par écrit des renseignements spécifiques ou une explication des faits ou circonstances pertinents concernant la question soulevée. Le rôle du Président sera de s'assurer que la question à laquelle la demande se rapporte intéresse ou préoccupe au moins plusieurs membres et de faire en sorte que, dans la mesure du possible, les chevauchements et les demandes inutilement contraignantes soient évités. Les renseignements ou explications ainsi demandés devraient normalement être fournis au Comité dans les 30 jours par le membre auquel la demande est adressée.

14. Pour toute question soulevée au titre de l'Accord, le Président pourra, à la demande des membres directement concernés, aider ceux-ci à régler l'affaire en question. Ces demandes seront présentées par écrit et, lorsque le Président aura accepté de prêter son aide, seront portées à l'attention du Comité de façon à permettre à tout membre ayant un intérêt substantiel dans l'affaire de faire savoir qu'il souhaite être associé, selon qu'il sera approprié, à l'examen de la question auquel le Président procédera. Un rapport sera présenté au Comité, selon qu'il sera approprié, au sujet du résultat général obtenu en ce qui concerne l'affaire en question.

15. Un membre qui a inscrit dans la Section II de la Partie IV de sa Liste des engagements au sujet de produits incorporés fournira, lorsqu'un autre membre lui en fera la demande, des renseignements appropriés au Comité, normalement dans les 21 jours suivant la demande, sur les subventions unitaires au sens de l'article 11 de l'Accord sur l'agriculture, pour les transactions effectuées pendant une période donnée, spécifiée dans la demande adressée au membre concerné.

16. Pour ce qui est des engagements en matière de contingents tarifaires et autres contingents limitant l'accès aux marchés spécifiés dans les Listes, un membre pourra demander à un autre membre, par l'intermédiaire du Président du Comité de l'agriculture, de fournir des renseignements au Comité sur le fonctionnement d'un contingent spécifique, y compris la quantité d'importations effectuées ou autorisées dans le cadre de ce contingent. Les renseignements demandés devraient normalement être fournis dans les 30 jours suivant la demande. Le rôle du Président sera de s'assurer que la demande est dûment motivée et de faire en sorte que, dans la mesure du possible, les chevauchements et les demandes inutilement contraignantes soient évités.

## **Deuxième partie des réunions ordinaires du Comité**

17. Les travaux du Comité qui entrent dans le cadre de la deuxième partie comprendront les points relatifs aux autres questions relevant de la compétence du Comité ainsi qu'aux rapports que le Comité devra présenter à d'autres organes de l'OMC.

18. La consultation annuelle prévue à l'article 18, paragraphe 5, de l'Accord aura lieu aux réunions de mars du Comité.

19. A chaque réunion ordinaire du Comité, il sera loisible de soulever toute question relative à la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et de suivre les mesures prises dans le cadre de cette décision sur la base, entre autres choses, des notifications présentées au Comité. Un rapport sur le suivi de cette décision sera établi par le Comité pour l'examen auquel la Conférence ministérielle procédera.

## **Autres questions**

20. Des représentants d'organisations internationales intergouvernementales pourront être invités à assister aux réunions ordinaires en qualité d'observateurs pour ce qui est des points relevant de la deuxième partie de l'ordre du jour, si le Comité les y invite conformément aux lignes directrices que le Conseil général adoptera.

21. Le Secrétariat établira sous sa propre responsabilité un résumé des principaux points soulevés au cours de chaque réunion.